

Annoncer la couleur

Les deux hommes savent de quoi ils parlent. En 1995, M. Juppé, alors premier ministre, avait dû renoncer à la réforme des régimes spéciaux de retraites, qui n'avait pas été mentionnée par Jacques Chirac durant sa campagne axée sur " *la fracture sociale* ". En 2010, le président Sarkozy était certes parvenu à repousser l'âge légal de départ à la retraite mais les manifestations avaient été massives, notamment parce que l'ex-chef de l'Etat s'était abstenu d'évoquer cette idée avant d'être élu.

Souhaitant " *tirer les leçons* " de ces épisodes, les deux favoris de la primaire assurent qu'à la différence de M. Hollande, eux annonceront la couleur avant la présidentielle afin que les Français sachent à quoi s'en tenir et leur confèrent la légitimité suffisante pour appliquer leur programme. " *Il faudra tout dire avant pour tout faire après de manière à recevoir un mandat clair du peuple* ", répète M. Sarkozy. M. Juppé est du même avis, en estimant que " *les Français ont compris que des réformes profondes et structurelles sont nécessaires* ".

Ce scénario risque toutefois de voler en éclats à l'épreuve du réel. " *Les enquêtes d'opinion montrent certes que les citoyens sont d'accord pour qu'il y ait des réformes, mais dès que l'on passe à leur mise en œuvre, la réaction peut être beaucoup moins favorable* ", relève Raymond Soubie, président des sociétés de conseil Taddeo et Alixio et ex-conseiller social de M. Sarkozy. D'après lui, " *les électeurs, lorsqu'ils votent pour une présidentielle, se prononcent sur une personnalité et sur les orientations générales que celle-ci défend* ". " *Mais il ne s'agit pas d'un mandat en blanc pour appliquer un programme*, souligne M. Soubie. *En matière sociale, on n'est jamais à l'abri d'une contestation de la population.* "

Un sentiment partagé par Jérôme Fourquet, de l'IFOP, qui fait état d'un décalage entre l'approbation théorique des Français à des réformes et leur opposition totale dès qu'elles touchent directement. " *Quand on leur demande s'il convient de réaliser 100 milliards d'économie lors du prochain quinquennat, analyse-t-il, les gens y sont favorables à plus de 80 %. Mais dès qu'ils se rendent compte que cela a pour conséquence de fermer l'école de leur enfant ou l'hôpital à côté de chez eux, c'est non.* "

" Une bombe en puissance "

Preuve que les candidats de droite ne pourront pas passer leurs réformes sans rencontrer des résistances : 67 % des Français se disent défavorables à l'abrogation de l'ISF et 56 % contre la suppression des 35 heures, selon un sondage IFOP pour Atlantico, publié le 23 mai. Quant à la retraite à 65 ans, " *c'est une bombe en puissance !* ", s'exclame M. Fourquet, car trois quarts des actifs y sont hostiles.

Pour Henri Guaino, c'est tout vu : " *Ils ne pourront pas les appliquer* ", a-t-il affirmé le 30 mai, sur Europe 1. Aux yeux du séguiniste, qui s'est lui-même déclaré candidat à la primaire lundi 13 juin, il est illusoire de croire que les Français accepteront sans broncher la cure libérale que les autres prétendants veulent administrer au pays. Surtout s'ils tentent de passer en force. " *J'ai lu qu'un candidat voulait faire passer la retraite à 65 ans par ordonnance, je lui souhaite bien du plaisir* ", a ironisé le député LR des Yvelines, en référence à une proposition de Bruno Le Maire.

Certains responsables syndicaux, de leur côté, ont déjà indiqué qu'ils se battraient jusqu'au

bout. " *Comme nous le faisons aujourd'hui, nous ne laisserons pas attaquer des acquis sociaux* ", a prévenu le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, le 1er juin, sur LCP. Si sa centrale est aussi active contre le projet de loi travail, c'est aussi " *pour montrer à la droite qu'«en 2017, on sera là»* ", pense le directeur des ressources humaines d'un grand groupe. " *C'est une sorte de grève par anticipation* ", complète-t-il.

Les autres confédérations disent ne pas s'être encore penchées attentivement sur les programmes échafaudés par l'opposition. Cependant, elles mettent en garde la personnalité qui représentera ce camp en 2017.

" *On est d'accord pour moderniser l'appareil productif du pays ou réformer son système de protection sociale*, déclare Véronique Descacq, la numéro deux de la CFDT. *Mais ça ne pourra pas se faire de manière unilatérale, en s'exonérant du dialogue social. Il faut sortir de la croyance selon laquelle la loi, votée à Paris, pourrait tout régler.* " Vice-président de la CFTC, Joseph Thouvenel trouve qu'il y a " *beaucoup d'idéologie et peu de pragmatisme* " chez les candidats de droite à la primaire : " *Ils remettent tous en cause les 35 heures mais qu'est-ce qui interdit à un salarié de travailler au-delà de ce seuil ? C'est un non-problème.* "

La foire aux idées qui a lieu à droite doit être relativisée, pour Jean-Dominique Simonpoli, un expert du social qui dirige l'association Dialogues : " *Ce sont des propos de campagne, juge-t-il. Les protagonistes gonflent leurs muscles avant le scrutin pour séduire leur électorat. Mais dans le passé, ils avaient joué la carte de la discussion avec les partenaires sociaux.* " Toutefois, si le candidat LR l'emporte et persévère dans ces desseins en escamotant les syndicats, " *la situation risque de se tendre* ", pronostique-t-il. Encore plus fortement qu'aujourd'hui, sans doute.

Bertrand Bissuel et, Alexandre Lemarié

© Le Monde

◀ **article précédent**

" Quel que soit le résultat,...

article suivant ▶

Le Sénat examine la loi travail...